

Résumé

Depuis l'intervention réussie de l'OTAN en 1999, le Kosovo s'est retrouvé dans les limbes juridiques et politiques en tant que protectorat international. Malgré le rôle accru du gouvernement provisoire, le Kosovo reste sous le contrôle d'une large coalition à laquelle participent les Nations unies, l'OSCE, l'OTAN et l'Union européenne. Dans le contexte des tensions historiques entre la majorité albanaise et la minorité serbe, ce statut incertain a aggravé les difficultés économiques et l'instabilité politique et a affaibli la capacité de faire prévaloir la règle de droit.

En 2004, deux événements ont sensibilisé la communauté internationale à la nécessité d'adopter une nouvelle stratégie dans cette région. Après une série d'incidents à caractère ethnique, des dizaines de manifestations violentes contre des minorités ont éclaté en mars, laissant les forces internationales impuissantes. Par la suite, à cause du climat de peur et de la rhétorique incendiaire provenant de Belgrade, la participation des Serbes aux élections législatives a été lamentablement faible.

Tant du côté albanais que du côté serbe, les Kosovars s'impatientent maintenant devant la lenteur du processus de transition en cours. Et les pays et les organisations internationales qui administrent le Kosovo ont été forcés d'admettre qu'on ne pouvait plus attendre que la région adhère à des standards de gouvernance élevés avant d'aller de l'avant. Pour atteindre cet objectif, il faudra qu'il y ait de réels progrès quant au statut politique du Kosovo. À la suite des initiatives récentes de la communauté internationale, le dialogue a repris, avec l'espoir de trouver une solution à l'horizon mi-2006.

L'expérience du Kosovo, tant à cause de ses échecs que de ses succès, peut aider le Canada à mieux définir son approche « 3D » (défense, diplomatie, développement) intégrée en matière de relations étrangères.

La communauté internationale est au Kosovo depuis plus de cinq ans et sa présence, qui demeurera sans doute nécessaire dans un avenir prévisible, repose sur une vaste collaboration entre les membres de l'OTAN et les organisations internationales dans la poursuite de divers objectifs majeurs. En ce sens, cette initiative était précurseuse de l'approche 3D. Mais elle indique aussi les limites d'une telle stratégie à long terme, car la population s'impatiente, même si ses conditions de vie s'améliorent.

Dans les années à venir, le Kosovo aura besoin d'un cadre réaliste axé sur les résultats, ce qui fait actuellement défaut ; et les objectifs à atteindre devront être clairs. L'approche 3D exige aussi qu'on examine et qu'on tienne compte d'enjeux autres que la question du futur statut du Kosovo. Peu importe le choix qui sera fait sur ce plan, cette décision ne pourra régler à elle seule tous les problèmes de la région ; elle ne peut que la mettre sur la bonne voie. La protection

des minorités, la faiblesse du gouvernement provisoire, le chômage élevé, les systèmes parallèles de distribution de services et les questions constantes de sécurité sont autant de raisons qui justifient la présence de la communauté internationale au Kosovo.

L'accession du Kosovo à l'indépendance apparaît inévitable compte tenu d'une opinion publique majoritairement favorable, de l'inertie et de l'incapacité des deux parties d'en arriver à un accord. Cela implique que le Canada devra être prêt à fournir un soutien policier et même militaire à ceux qui prendront le relais de l'OTAN. Le Canada doit également soutenir le dialogue entre le Kosovo et l'OTAN, ainsi que l'UE, et appuyer, éventuellement, son intégration à ces communautés. La Serbie, pour sa part, doit recevoir des garanties équivalentes qui permettront de maintenir l'équilibre dans la région.

Dans cette démarche, on ne doit pas tenter d'établir qui a causé le plus de torts ni qui doit être blâmé. L'objectif est de combler le vide du pouvoir dans cette région historiquement instable de l'Europe, et de terminer le travail que le Canada et ses alliés ont commencé. L'approche 3D est probablement la bonne mais elle suppose l'établissement d'un partenariat à long terme avec les Albanais et les Serbes. Pour Ottawa, cela signifie qu'il faut établir une politique étrangère cohérente et une stratégie d'approvisionnement à long terme, impossibles sans un leadership fort et une vision claire.